

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**Bureau de l'environnement  
et de la concertation locale**

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Prescription d'une étude technico-  
économique**

**Société ARCELORMITTAL  
à Gueugnon**

**N° 09-02358**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-8 à L.515-25, R.511-9, R.512-1 à R.517-10 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-02759 du 17 juillet 2007 autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement ArcelorMittal implanté sur le territoire de la commune de Gueugnon ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-03827 du 15 octobre 2007 demandant à la société ArcelorMittal de compléter son étude des dangers pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques selon les modalités du décret du 7 septembre 2005 ;

**VU** la circulaire du 29 septembre 2005, modifiée, relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits «SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 avril 2009 ;

**VU** l'avis en date du 14 mai 2009 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 15 mai à la connaissance de l'exploitant, qui n'a pas formulé d'observations ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude des dangers de l'établissement ArcelorMittal, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**CONSIDERANT** que l'établissement ArcelorMittal possède une canalisation de gaz de DN 200 susceptible de générer des phénomènes dangereux importants à l'extérieur du site ;

**CONSIDERANT** que ces phénomènes dangereux doivent être maîtrisés par l'établissement ArcelorMittal ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Etude technico-économique**

La société ArcelorMittal est tenue de remettre, dans un délai qui n'excédera pas celui de la remise de la réactualisation de l'étude de dangers du site et au plus tard le 31 décembre 2009, une étude technico-économique présentant les dispositions qui pourront être retenues afin de circonscrire les effets de la rupture de la canalisation d'alimentation de gaz naturel de DN 200 à l'intérieur du périmètre de l'établissement.

### **ARTICLE 2 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de la notification, d'un recours auprès du Tribunal Administratif.

### **ARTICLE 3 :**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet de Charolles, le maire de Gueugnon, le directeur régional de l'industrie et de la recherche et de l'environnement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mâcon, le 8 juin 2009  
LE PRÉFET,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Marie-Françoise LECAILLON